

LES INFORMATIONS UTILES POUR LA VEILLE DISPONIBLES SUR LES SITES PUBLICS

Julien KARACHEHAYAS

Chargé de mission veille – synthèse auprès du directeur de cabinet



Sommaire

Introduction

1. Le SGMAP

2. Stratégie et dispositif de veille

3. Sources d'informations publiques

4. Perspectives



Le secrétariat général pour la modernisation de l'action publique

Service du Premier ministre mis à la disposition de plusieurs ministres

(Décret n° 2012-1198 du 30 octobre 2012 portant création du secrétariat général pour la modernisation de l'action publique)

Le SGMAP : 2 directions, 170 agents au service de cinq missions :

- **L'appui** à la transformation des administrations, à la simplification des démarches, à l'évaluation et à la qualité des services publics
- Le **bon usage** des systèmes d'information et du numérique
- La **transparence** des données publiques et de l'action publique
- La **présence territoriale** des services publics
- **L'association** des agents, des usagers et des partenaires à la qualité des services publics



L'action du SGMAP

Appuyer la transformation des administrations

Evaluer les politiques publiques

Simplifier les démarches administratives et **améliorer** la relation à l'utilisateur

Transformer les systèmes d'information de l'Etat

Ouvrir les données publiques



Sommaire

Introduction

1. Le SGMAP

2. Stratégie et dispositif de veille

3. Sources d'informations publiques

4. Perspectives

Stratégie de veille

Un positionnement, au sein de la structure très structurant

Le fait d'être rattaché auprès du directeur de cabinet permet :

- d'être au plus près de la stratégie du SGMAP
- de capter plus facilement les informations produites par les différents services.

La veille est dédiée à trois objectifs :

- **Veille métiers / projets / partenaires** : les informations utiles aux chefs de projets et managers dans le cadre de leurs activités
- **Veille organisation** : ce qui impacte le SGMAP, son environnement, les actions qu'il met en œuvre et leurs retombées
- **Veille sectorielle** : agrège les informations des veilles **métiers / projets** et **organisation** en vue d'offrir **un panorama de la modernisation de l'action publique** qui participe à la constitution d'**un socle commun de connaissances pour le SGMAP et ses partenaires**

A chacun de ces axes de veille correspond un livrable spécifique



Livrables : la veille quotidienne

Veille organisation : ce qui impacte le SGMAP, son environnement, les actions qu'il met en œuvre et leurs retombées. Envoyée à l'ensemble du SGMAP et au cabinet du ministre



Secrétariat Général pour la Modernisation de l'Action Publique

Veille actualité du mercredi 19 novembre 2014

• Passeport, carte vitale, amende... Les mesures de simplification plébiscitées par les Français

[...] Selon le dernier baromètre de l'innovation BVA-Syntec Numérique-20 Minutes-01 Net-BFM Business-L'Usine nouvelle, les deux mesures comportant une dimension numérique les plus importantes à réaliser sont, pour 54% des Français, les innovations en direction des entreprises (carte d'identité électronique de l'entreprise, dématérialisation des formulaires et demande d'une aide publique grâce au seul numéro Siren/Siret) et, pour 52% des sondés, la création d'un espace numérique sécurisé pour les jeunes. Ce coffre-fort numérique leur permettra de stocker les documents nécessaires à leurs démarches administratives (diplôme, attestation de journée du citoyen, carte vitale, carnet de santé, acte de naissance...). [...] [Les Français sont] fortement intéressés par la mise en place de mesures d'administration», note Erwan Lestrohan, de BVA. A l'image de l'accès via le Web à une demande de passeport (43%) ou encore le paiement des amendes routières (40%) et la demande de Carte Vitale en ligne (38%). En revanche, les mesures numériques de simplification concernant des demandes plus particulières ont moins convaincu les Français comme le règlement en ligne des frais de cantines municipales (16%) et la simulation de montants de bourse en ligne (15%). [...]

<http://www.20minutes.fr/societe/1482191-20141119-passeport-carte-vitale-amende-mesures-simplification-plebiscitees-francais>

• Quand Internet facilite les tâches administratives

INFOGRAPHIE - Les aides sociales, conventions de stage, achats de timbre fiscaux...et maintenant les constats automobile passent à l'ère du numérique. Les démarches administratives s'en trouvent ainsi grandement simplifiées. [...] Toutes les catégories de Français sont concernées. Les chômeurs ont à leur disposition une offre de service «100 % web», les étudiants peuvent réaliser leurs conventions de stage en ligne. Les timbres fiscaux, indispensables pour refaire un passeport ou une carte d'identité, sont déjà disponibles en ligne. **Tour d'horizon de ces démarches désormais facilitées grâce au web.** [...]

<http://www.lefigaro.fr/conso/2014/11/18/05007-20141118ARTFIG00240-quand-internet-facilite-les-taches-administratives.php>

• Des progrès inégaux dans l'évaluation des politiques publiques

Le développement économique, l'emploi et la santé sont les politiques françaises les plus évaluées depuis 2007, selon le premier baromètre de l'évaluation des politiques publiques, publié le 17 novembre [Lien : http://www.sfe-asso.fr/intranet/ckfinder/userfiles/files/Actualites/SFE-Barometre_2014.pdf]. Ces évaluations sont principalement commanditées par l'État et réalisées par des cabinets privés. "La pratique de l'évaluation est bien installée en France". Cette observation [...] dissimule pourtant certaines inégalités entre les secteurs évalués, les commanditaires de ces travaux et les évaluateurs engagés. Sur près de 1 200 évaluations recensées depuis 2007 par l'association et rattachées à une ou plusieurs politiques publiques, on compte plus de 400 références aux politiques de développement économique et près de 350 aux politiques de santé et de solidarité. Si les actions publiques en matière d'emploi sont également très évaluées (300 références), on recense en revanche très peu d'évaluations des politiques pénales (36) et culturelles (26). L'État, et particulièrement ses administrations centrales, sont les principaux commanditaires d'évaluations. Ainsi, 254 évaluations ont-elles été commandées par les ministères depuis 2007, alors que seulement 37 l'ont été par l'Assemblée nationale, le Sénat ou le Conseil économique, social et environnemental. "La révision constitutionnelle de 2008, confiant à l'Assemblée un rôle central dans l'évaluation ne s'est donc pas encore largement traduite dans les faits", souligne le baromètre de la SFE. En revanche, les collectivités locales, et particulièrement les régions, se tournent de plus en plus vers l'évaluation (168 réalisées depuis 2007). Qui mène ces travaux d'évaluation pour les acteurs publics ? Principalement des prestataires privés (71 %), même si le baromètre constate "une progression de la proportion des évaluations internalisées". Les corps d'inspection ont réalisé 4 % des évaluations recensées par la SFE, et les services internes des administrations ou des collectivités, 10 %. Particularité française mise en exergue par le baromètre, les universitaires et chercheurs sont très peu sollicités dans l'Hexagone (4 %). La SFE s'intéresse également au moment où interviennent ces évaluations dans l'élaboration d'une politique publique. Deux tiers d'entre elles ont lieu "en cours de programme" quand seulement 9 % le sont avant (ex ante) et 21 % après (ex post). Une "sous-représentation" que beaucoup d'acteurs critiquent et qui peut s'expliquer par les contraintes de méthode, de temps ou de budget et une trop faible perception de leur utilité. En termes d'évaluation, il serait donc temps de corriger certains déséquilibres.

<http://www.acteurspublics.com/2014/11/18/des-progres-inegaux-dans-l-evaluation-des-politiques-publiques>

• Open Data : 1 million d'euros de budget pour la mission Etalab en 2015

Alors que le gouvernement et l'Élysée montrent régulièrement des signes forts de soutien au mouvement d'ouverture des données publiques, la mission Etalab devrait disposer l'année prochaine du même budget que pour cette année : 1 million d'euros. Différents objectifs ont été fixés pour l'occasion à cette administration [...] Un indicateur de performance fixe par ailleurs certains objectifs à la mission Etalab. En l'occurrence, il est question d'arriver à 37 000 ressources disponibles sur data.gouv.fr l'année prochaine, pour atteindre les 40 000 en 2017. Ces documents

Livrables : les alertes quotidiennes

Veille métiers / projets / partenaires : les informations utiles aux chefs de projets et managers dans le cadre de leurs activités. Envoyées aux agents du SGMAP concernés par le sujet.



Info Numérique

18 - 11 - 2014

Eveil

Sommaire

- Administration électronique**
 - Louvois : le ministère de la Défense continue à écopier
 - Rapport CIGREF : Internet des Objets, cahier de l'Innovation
 - Open data en santé : le rapport Lemoine remet la pression
- Big data**
 - La préfecture du Loiret adopte une datavisualisation intuitive pour son contrôle de gestion
- Open data**
 - Des "françailles" inédites pour libérer les données géographiques
 - L'État s'associe à la société civile pour élaborer une base d'adresses collaborative
 - Publication de la norme DebatesCore : pour un web sémantique des débats publics - 17 novembre 2014
 - Open data en santé : le rapport Lemoine remet la pression
- Services numériques**
 - Le guichet fiscal unique de la direction générale de l'aviation civile
 - Publication de la norme DebatesCore : pour un web sémantique des débats publics - 17 novembre 2014
 - Un portail de facturation unique pour les achats publics en 2017

ADMINISTRATION ELECTRONIQUE

Louvois : le ministère de la Défense continue à écopier

18/11/2014 - www.silicon.fr



Pendant l'appel d'offres qui doit déboucher sur le nouveau Louvois (le nom du système de paie du ministère de la Défense), les errements de l'ancien Louvois continuent. Auditionné par la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées fin octobre, Jean-Paul Bodin, le directeur général pour l'administration, a livré un nouveau tableau peu reluisant de la gestion de la paie au ministère de la Défense, assurée depuis octobre 2011 par le calamiteux système Louvois. Selon le haut fonctionnaire, le logiciel, qui n'est jamais parvenu à encaisser les règles de gestion complexes propres à l'armée française, a généré 200 millions d'euros de « trop-versés » dans l'armée de terre sur 2013-2014. Dans ce corps, ce sont 118 000 dossiers qui sont en cours de régularisation. S'y ajoutent 25 millions d'euros pour 2013 et 14 millions d'euros pour 2014 de « trop-versés » dans la marine ainsi que 27 millions d'euros pour 2013 et 15 millions d'euros pour 2014 pour le service de santé des armées, premier corps à basculer dans le progiciel fou en 2011. Soit, au total, quelque 280 millions d'euros déboursés en trop par l'Etat en raison des erreurs récurrentes du progiciel de paie sur cette période. Selon Jean-Paul Bodin, la campagne de récupération de ces sommes est « en cours » (elle se poursuivra en 2015, indique-t-il plus loin), celle concernant les trop-versés entre octobre 2011 et janvier 2013 (78 millions d'euros) étant « quasiment achevée ». [...] Pour remplacer son progiciel défectueux, le ministère de la Défense a lancé un nouvel appel d'offres (Louvois 2), sous la forme d'un dialogue compétitif démarré en février dernier. Trois consortiums candidatent sur ce nouveau projet estimé à environ 75 millions d'euros : le duo Accenture et CGI (sur base SAP), l'attelage composé d'Atos et Steria (là encore sur la base du progiciel du premier éditeur européen) et, enfin, Sopra (qui se repose sur l'offre HRAccess, éditeur appartenant désormais à l'intégrateur français).



Livrables : la veille hebdomadaire

Veille sectorielle : agrège les informations des veilles **métiers / projets** et **organisation** en vue d'offrir un **panorama de la modernisation de l'action publique** qui participe à la constitution d'un **socle commun de connaissances pour le SGMAP et ses partenaires. Envoyée à l'ensemble du SGMAP et de nombreux partenaires.**

Thématiques couvertes

- **POLITIQUE GOUVERNEMENTALE**
- **REFORME DE L'ETAT**
- **SIMPLIFICATION**
- **EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES**
- **ADMINISTRATION TERRITORIALE DE L'ETAT**
- **REFORME TERRITORIALE**
- **COLLECTIVITES LOCALES**
- **FONCTION PUBLIQUE**
- **NUMERIQUE**
- **DONNEES OUVERTES – DONNEES MASSIVES**
- **QUALITE DE SERVICE**
- **INNOVATION**
- **ACCOMPAGNEMENT MANAGERIAL**
- **FONCTIONS SUPPORTS**
- **MARCHES PUBLICS**
- **DANS LES MINISTERES**
- **INTERNATIONAL**
- **OPINIONS**



Secrétariat Général pour la Modernisation de l'Action Publique

Veille Actu « HEBDO » du 10 au 14 novembre 2014

SOMMAIRE :

SEMAINE DE L'INNOVATION
POLITIQUE GOUVERNEMENTALE
REFORME DE L'ETAT
SIMPLIFICATION
EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES
ADMINISTRATION TERRITORIALE DE L'ETAT
REFORME TERRITORIALE
COLLECTIVITES LOCALES
NUMERIQUE
DONNEES OUVERTES - DONNEES MASSIVES
QUALITE DE SERVICE
DANS LES MINISTERES
OPINIONS

Cette Veille est une synthèse des informations parues dans la semaine sur les médias en ligne concernant nos sujets.

La sélection ne reflète donc pas une opinion, mais vise à aider à suivre au plus près les informations et prises de paroles sur ces sujets.

Afin de permettre une lecture rapide aux abonnés de la veille envoyée quotidiennement, nous signalons les articles déjà publiés dans celle-ci en soulignant leurs titres dans la veille HEBDO.

SEMAINE DE L'INNOVATION

▪ **Superpublic, humbles héros de l'innovation publique**

Superpublic, un espace à Paris dédié à l'innovation dans le secteur public, a été inauguré ce mercredi 12 novembre. Sa ligne éditoriale s'inscrit à rebours des habitudes de l'administration, forgées avec le temps. Certains de ses acteurs ont témoigné de la difficulté de faire bouger les lignes, avec sincérité et franchise, et de leur envie intacte de poursuivre cette voie dont ce lieu témoigne.

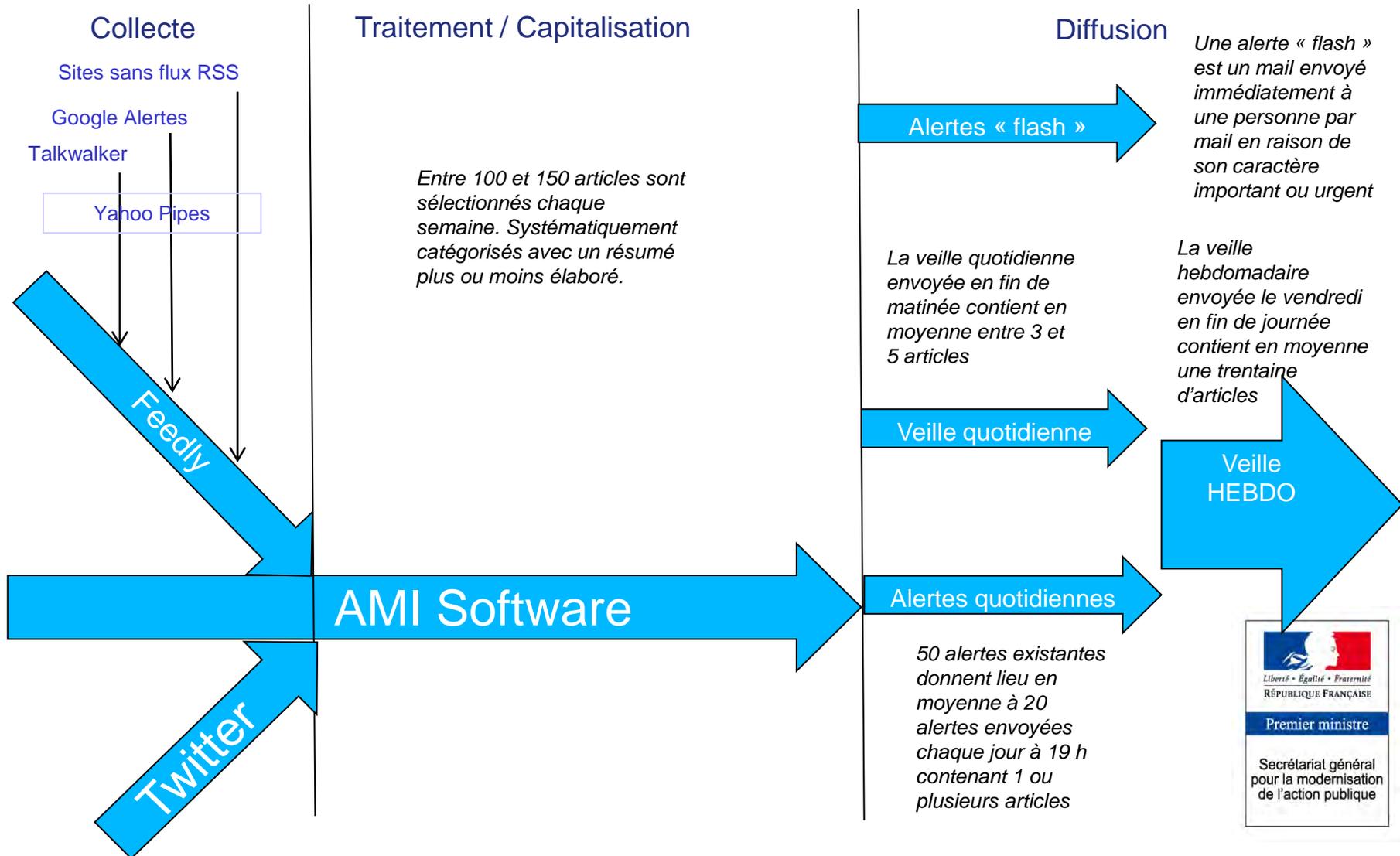
Le dispositif de veille

En pratique, le dispositif est constitué de plusieurs briques logicielles indépendantes :

- La plateforme de veille des ministères économiques et financiers **Eveil (AMI Software)**
 - Couvre l'ensemble du processus de veille (de la collecte à la diffusion)
 - Collecte assurée chaque 24 heures
- L'agrégateur gratuit de fils RSS : **Feedly**
 - Abonnement à des fils RSS de sites (sans filtrage par mots-clés)
 - Permet de disposer des mises à jour des sources les plus importantes entre deux collectes Eveil
- Divers outils alimentent Feedly via RSS : **Google Alertes, Talwalker, Feed43, Yahoo Pipes**



Le dispositif de veille



Sommaire

Introduction

1. Le SGMAP

2. Stratégie et dispositif de veille

3. Sources d'informations publiques

4. Perspectives



Les site du gouvernement : des sources en amont du processus législatif

- La communication de l'Élysée, du premier ministre et des ministères permet de prendre connaissance l'actualité du gouvernement. Les annonces reflètent les projets de lois à venir, la programmation de la mise en œuvre des textes, etc...



- Tous ces sites disposent de fils RSS, plus ou moins nombreux permettant de suivre leur actualités



Les sources en amont du processus législatif : les consultations et débats publics

- La circulaire du Premier ministre du 30 novembre 2012 relative à la réduction du nombre des commissions consultatives encourage le développement des consultations ouvertes. Celles-ci disposent désormais d'un cadre légal précis :
 - article L. 120-1 du code de l'environnement ;
 - article L. 914-3 du code rural et de la pêche maritime en cours de modification par la loi relative à la mise en oeuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la Charte de l'environnement ;
 - article 16 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit et son **décret d'application n° 2011-1832 du 8 décembre 2011 relatif aux consultations ouvertes sur l'internet**. Il prévoit :
 - la création d'un site internet du Premier ministre ayant vocation à recenser l'ensemble des consultations organisées par internet sur les projets de textes législatifs et réglementaires nationaux, en pratique « **vie-publicque.fr** » : <http://www.vie-publicque.fr/spip.php?page=rss-debats>
 - Cette consultation ouverte donne lieu à une synthèse publique des observations qu'elle a permis de recueillir.

VIE PUBLIQUE
Pour le bien du débat public

1 actualité
2 repères
3 ressources

Rapports publics
Discours publics
Acteurs de la vie publique
Débats et consultations

Rechercher
mots clés
Sur tout le site
lancer

200 expressions les plus recherchées
Projet de loi
Unid
Collectivités territoriales
Politique
France
Texte

Accès thématique
Accès rapide
Glossaire
Tous les débats et consultations

Actuallement : en cours : 30, terminé : 235, synthèse publiée : 102

Les derniers débats ou consultations recensés :

→ Modification de la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement (CSRPT 15 décembre 2014)

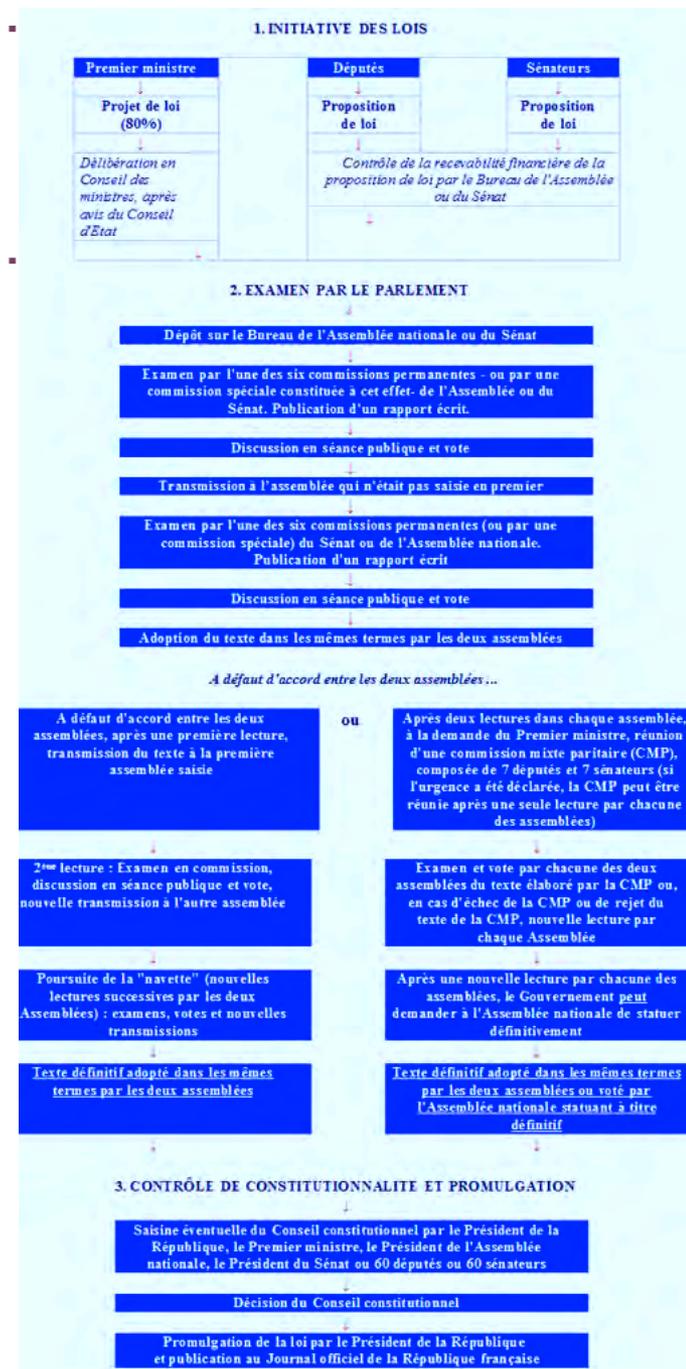
Période de consultation : 20 novembre - 11 décembre 2014

Descriptif : Consultation sur un projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en



Le processus législatif

- Le projet de loi
 - Présentation du projet de loi en conseil des ministres : <http://www.elysee.fr/conseils-des-ministres/>
 - Dépôt du projet de loi et de l'étude d'impact : fils RSS de l'Assemblée nationale ou du Sénat
- Les propositions de loi
- Les travaux en commission (discussions, rapports d'information, notes...)
- Les discussions en séance publique
 - **Peuvent être suivis via les fils RSS de l'Assemblée nationale et du Sénat**



Le processus législatif



ASSEMBLÉE NATIONALE

Accueil > Les fils RSS de l'Assemblée nationale

FILS RSS

L'Assemblée nationale met à disposition des visiteurs plusieurs fils RSS. Les informations qu'ils contiennent peuvent servir à enrichir d'autres sites web à l'aide d'outils d'agrégation ou de lecture. Il est possible de recopier les liens depuis les boîtes ci-dessous.

PUBLICATIONS PARLEMENTAIRES

Ce fil est un flux de contenu permettant d'être informé des derniers documents publiés sur le site.

XML <http://www.assemblee-nationale.fr/rss/rss.xml>

COMPTES RENDUS INTÉGRAUX DES DÉBATS

Ce fil vous permet d'être informé de la mise en ligne d'un compte rendu de séance ou de son cahier annexe, avec l'indicateur de la séance.

XML http://www.assemblee-nationale.fr/rss/rss_cri.xml

COMMUNIQUÉS DE LA DIVISION DE LA PRESSE

Ce fil vous permet d'être informé de la mise en ligne d'un communiqué de la division de la presse.

XML http://www.assemblee-nationale.fr/rss/rss_presse.xml

TRAVAUX DES COMMISSIONS PERMANENTES

Ces fils vous permettent d'être informé des travaux des commissions.



SÉNAT
UN SITE AU SERVICE DES CITOYENS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

Travaux parlementaires | Vos sénateurs | Europe & International | Territoires | Connaître le Sénat | Espace presse

24 novembre 2014

Accessibilité | Plan du site | Alertes | Abonnez-vous | Recherche

RSS ?

En complément de la lettre d'information "Les nouvelles du Sénat" et de l'outil de veille "alerte par courriel", les flux RSS / ATOM vous permettent d'être informé en temps réel des nouveaux documents mis en ligne sur le site du Sénat. Les fils RSS sont un moyen simple et gratuit d'être informé en temps réel des nouveautés publiées sur le site du Sénat. Vous êtes immédiatement alerté dès qu'un nouveau document est mis en ligne sur ces sites. Des fils d'information (gratuits) au format RSS et au format ATOM sont désormais disponibles :

Derniers rapports

Copiez les liens vers votre agrégateur :

- RSS : <http://www.senat.fr/rss/rapports.rss>
- ATOM : <http://www.senat.fr/rss/rapports.xml>

Derniers projets / propositions de loi et de résolution

Copiez les liens vers votre agrégateur :

- RSS : <http://www.senat.fr/rss/textes.rss>
- ATOM : <http://www.senat.fr/rss/textes.xml>

Derniers communiqués de presse

Copiez les liens vers votre agrégateur :

- RSS : <http://www.senat.fr/rss/presse.rss>
- ATOM : <http://www.senat.fr/rss/presse.xml>

Dernières vidéos

Copiez les liens vers votre agrégateur :

- RSS : <http://videos.senat.fr/video/videos.rss>
- ATOM : <http://videos.senat.fr/video/videos.xml>

Dossiers législatifs

Abonnement par flux "RSS" à un texte de loi

Chaque dossier législatif possède son propre flux RSS. Vous trouverez les liens pour vous abonner à ce flux d'information aux formats RSS et ATOM en haut de chaque dossier (exemple : Projet de loi de finances rectificative pour 2011).

Accès rapide

- Projets/propositions de loi
- Rapports
- Comptes rendus
- Sénateurs
- Séance/dérouleur en direct
- Tous les dérouleurs
- Questions

Agenda du Sénat

Accès thématiques

- Affaires étrangères et coopération
- Agriculture et pêche
- Aménagement du territoire
- Anciens combattants
- Budget

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique

Le processus législatif

Suivre l'intégralité du processus parlementaire sur un sujet précis

- NosDeputes.fr / NosSenateurs.fr (Regards Citoyens)
- Générer un fil RSS à partir d'une recherche par mot(s) ou expression

Une initiative de RegardsCitoyens.org

Identifiant: GO Inscription

NOS DÉPUTÉS.FR
OBSERVATOIRE CITOYEN DE L'ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE

CONTRIBUER

Les Députés Les Dossiers Les Citoyens FAQ

Par ordre alphabétique | Par circonscription | Par mots clés | Synthèse | Au hasard

Découvrez notre nouvelle initiative « La Fabrique de la Loi »

"modernisation de l'action publique" Rechercher

Résultats pour « "modernisation de l'action publique" »

Affiner par date : entre juin 2012 et novembre 2014

Résultats 1 à 20 sur 21007 triés par pertinence — trier par date

Question Écrite N° 45635 du 10/12/13 (Défense) (Sans réponse)

 **Michel Zumkeller**

M. Michel Zumkeller interroge M. le ministre de la défense sur les mesures qui ont été prises, dans son ministère dans le cadre de l'application de la **modernisation de l'action publique** (MAP), au cours de l'année 2013. Défense / Défense ministères et secrétariats d'État / gestion / **modernisation de l'action publique**. orientations

Consulter

Question Écrite N° 45558 du 10/12/13 (Justice) (Sans réponse)

 **Véronique Louwagie**

Mme Véronique Louwagie interroge Mme la garde des sceaux, ministre de la justice, sur les recommandations formulées dans le rapport rendu au nom de la Commission pour la **modernisation de l'action publique**. À la suite de ses travaux, et afin de moderniser l'organisation et le pilotage des parquets, la Commission préconise de poursuivre le processus de modernisation de l'outil statistique. Aussi, souhaite-t-elle connaître les intentions du Gouvernement au regard de cette proposition. Justice

Consulter

S'abonner aux résultats de cette recherche

par email par RSS

Rechercher par législature

13^{ème} législature 14^{ème} législature

Affiner la recherche

Filtrer par type de résultat

- Interventions (16064)
- Questions écrites (2709)
- Amendements (2171)
- Documents parlementaires (60)
- Commentaires (2)
- Dossiers (1)

Filtrer par député

- Christophe Sirugue (1204)
- Olivier Dussont (1165)

Etudes d'impact et fiches d'impact

- **L'étude d'impact (lois) est rendue publique au moment du dépôt du projet de loi**
 - **Le Gouvernement a l'obligation de transmettre au Conseil d'Etat puis au Parlement, à l'appui de chaque projet de loi, une étude d'impact répondant à des prescriptions précisément définies par le législateur organique.**
 - L'étude d'impact d'un projet de loi est un document qui repose sur une démarche d'évaluation préalable. Il a été introduit dans notre système juridique pour :
 - améliorer la qualité des projets de loi, en permettant notamment de vérifier la nécessité de l'intervention du législateur ;
 - éclairer le Parlement sur la portée des réformes que lui soumet le Gouvernement ;
 - fournir un outil d'aide à la décision politique.
 - **Les avis du conseil d'Etat sur des projets de textes ne sont pas publics.** Il appartient au Gouvernement - s'il le souhaite - de les rendre publics. C'est le cas des avis qui sont publiés et commentés dans le rapport annuel du Conseil d'État.
 - **Les études d'impact sont accessibles en même temps que le projet de loi** sur le site de l'Assemblée nationale ou du Sénat
- **La fiche d'impact (ordonnances, décrets et arrêtés)**
 - **Les fiches d'impact ne sont rendues publiques qu'au moment de la publication du texte** » sur Légifrance : <http://www.legifrance.gouv.fr/Droit-francais/Etudes-d-impact/Fiches-d-impact-des-ordonnances-decrets-et-arretes> :



Le processus législatif : suivre la publication des textes

■ Publication au Journal Officiel

- **Abonnement par mail au Journal officiel** (édition lois et décrets, textes généraux et mesures nominatives)
- **Génération d'un flux RSS via Feed43 ou Yahoo Pipes** (Voir le Blog {Données juridiques} de G. Adreani : <https://donneesjuridiques.wordpress.com/2012/12/04/creer-un-fil-rss-avec-yahoo-pipes/>)

■ Publication des circulaires et instructions

- **Les instructions et circulaires** applicables, adressées par les ministres aux services et établissements de l'Etat et dont l'administration entend se prévaloir envers les administrés, sont systématiquement publiées sur Légifrance : <http://circulaires.legifrance.gouv.fr/>
- **On peut aussi générer un flux via Feed43 ou Yahoo Pipes**



Les sites du gouvernement : des sources en aval du processus législatif

Le site du gouvernement et ceux des des ministères permettent aussi de suivre la mise en œuvre de la loi

Via l'actualité générale

Via leurs rubriques dédiées au domaine juridique

- Bulletin officiel,
- Avis
- Instructions
- Analyses
- Doctrine
- Commentaires, etc...



Le site du ministère des affaires sociales

Les principaux flux disponibles sur le site du ministère

- L'actualité (brèves, discours, communiqués, dossiers de presse) sur les principaux thèmes du ministère !
- SOCIAL : Toute l'actualité
- FAMILLE : Toute l'actualité
- HANDICAP : Toute l'actualité
- FEMMES/EGALITES : Toute l'actualité
- PERSONNES AGEES : Toute l'actualité
- RSA : Toute le dossier
- Textes réglementaires et législatifs : le dossier

The screenshot shows the website of the French Ministry of Social Affairs, Health and Women's Rights. The header includes the French Republic logo and the text 'Ministère des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes'. A navigation bar lists categories: AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ, RETRAITES, PERSONNES ÂGÉES AUTONOMIE, FAMILLE, and HANDICAP LUTTE CONTRE L'EXCLUSION. The main content area is titled 'RSS' and dated '6 février 2010'. It explains that RSS is a format for syndicating content from the internet and provides a link to an article on Wikipedia for more information. The left sidebar contains various menu items like 'Le Ministère', 'Actualité - Presse', 'Europe / International', 'DOCUMENTATION - PUBLICATIONS', and 'INFORMATIONS PRATIQUES'. The right sidebar features a photo of a woman and several promotional links for 'femmes.gouv.fr', 'Stratégie Nationale de Santé', 'drees', and 'rsa.chauffeur.fr'.

Le site du ministère des affaires sociales

Les textes officiels...

- Bulletin officiel santé, protection sociale, solidarités
- Bulletin officiel de la jeunesse, des sports et de la vie associative
- Bulletin officiel travail
- Bulletins officiels spéciaux santé, protection sociale, solidarités
- Cahiers de jurisprudence de l'aide sociale

... ne disposent pas de fils RSS.

- Il convient donc de surveiller les modifications de ces pages via des outils ad hoc

Ministère des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes
sante.gouv.fr

LE MINISTÈRE | LES CAMPAGNES | LES DOSSIERS | LA PRESSE

Rechercher

Documentations et publications officielles > Bulletins Officiels Santé - Protection sociale - Solidarité > **Bulletins Officiels Santé - Protection sociale - Solidarité 2014**

Bulletins Officiels Santé - Protection sociale - Solidarité 2014
20 février 2014

Octobre	*Bulletin Officiel n° 14/10- 15 Novembre 2014	version html	version pdf	mis en ligne le 17/11/2014
Septembre	*Bulletin Officiel n° 14/09- 15 Octobre 2014	version html	version pdf	mis en ligne le 16/10/2014
Août	*Bulletin Officiel n° 14/08- 15 Septembre 2014	version html	version pdf	mis en ligne le 19/09/2014
Juillet	*Bulletin Officiel n° 14/07- 15 Août 2014	version html	version pdf	mis en ligne le 19/08/2014
Juin	*Bulletin Officiel n° 14/06- 15 Juillet 2014	version html	version pdf	mis en ligne le 17/07/2014
Mai	*Bulletin Officiel n° 14/05- 15 Juin 2014	version html	version pdf	mis en ligne le 17/06/2014
Avril	*Bulletin Officiel n° 14/04- 15 Mai 2014	version html	version pdf	mis en ligne le 16/05/2014
Mars	*Bulletin Officiel n° 14/03- 15 Avril 2014	version html	version pdf	
Février	*Bulletin Officiel n° 14/02- 15 Mars 2014	version html	version pdf	
Janvier	*Bulletin Officiel n° 14/01- 15 Février 2014	version html	version pdf	

Marisol Touraine - Ministre des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes

- Biographie
- Cabinet
- Agenda

MÉTIERS & CONCOURS

VOS DÉMARCHES
FORMULAIRES EN LIGNE

ÉTUDES, RECHERCHES & STATISTIQUES

DOCUMENTATION & PUBLICATIONS OFFICIELLES

CONSULTATIONS PUBLIQUES

Alertes sanitaires

Retrait de camembert de Normandie AOP : présence de bactéries Escherichia coli
24 octobre 2014

Le site de la Direction Générale du Trésor (DGT)

- **Plus de 200 fils RSS thématiques** : Gouvernance économique européenne et multilatérale, Aide au développement, Relations économiques bilatérales, Sanctions financières internationales, Banques et financements d'intérêt général, Assurances, Marchés financiers, Gouvernance des entreprises, Échanges et investissements internationaux, Développement des entreprises, Financement international des entreprises, etc....

The screenshot displays the homepage of the Direction Générale du Trésor (DGT). At the top, there is a header with the French Republic logo, the text 'MINISTÈRE DES FINANCES ET DES COMPTES PUBLICS' and 'MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE', and the 'TRÉSOR DIRECTION GÉNÉRALE' logo. A search bar and 'Flux RSS' link are also present. Below the header is a navigation menu with six categories: 'Europe et international', 'Financement de l'économie', 'Prévisions et politiques économiques', 'Développement des entreprises', 'Publications et événements', and 'La direction générale du Trésor'. The main content area is titled 'Accueil' and features a 'Flux RSS' section with a list of feeds: 'La Une', 'Actualité', 'Événements', 'Zoom sur', 'Les Services Economiques à l'étranger', and 'Europe et international'. The 'Europe et international' section is expanded to show sub-themes: 'Gouvernance économique européenne (avec sous-thèmes)' including ECOFIN-Eurogroupe, Comité économique et financier, Budget européen, Europe de la supervision, and Comité de politique économique européen; and 'Gouvernance économique multilatérale (avec sous-thèmes)' including G20/G8/G7 and Présidence française du G20 et du G8. To the right, there is a 'Zoom sur' section for 'Les Lettres Trésor-Éco', a 'Sanctions financières' section with a 'Déclarations de transactions' button, and a 'Réseau international' section with a world map. At the bottom right, there is a 'Recherche avancée' section with a search icon.



Le site de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers

Le portail de l'Économie et des Finances

Accueil du portail > DAJ > Accueil > Direction des affaires juridiques - DAJ

La direction des affaires juridiques exerce une fonction de conseil, d'expertise et d'assistance auprès des directions des ministères financiers ou des autres administrations de l'Etat et de ses établissements publics. Elle coordonne, à la demande de ses ministres de tutelle, l'élaboration de textes législatifs et réglementaires relevant de leurs compétences. Elle assiste, le cas échéant, les directions dans l'élaboration de ces textes. Elle analyse et élabore la réglementation relative à la commande publique. Le Directeur des affaires juridiques est, en outre, agent judiciaire de l'État. Il exerce, à ce titre, la représentation de l'État devant les juridictions de l'ordre judiciaire.

Accueil Missions Marchés publics AJE Fonds de dotation GIP Publications

Toutes les actualités

À la Une de la DAJ

Lancement d'une consultation publique sur le projet de décret fixant le montant de la dotation initiale des fonds de dotation, prévue à l'article 85 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - 17/11/2014

CONSULTATION PUBLIQUE

L'article 85 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire a modifié le droit des fonds de dotation en leur imposant une dotation initiale au moins égale à un montant fixé par voie réglementaire, qui ne peut excéder 30.000 euros.

Le choix a été fait d'insérer la nouvelle réglementation au sein du décret n° 2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation. Le montant de la dotation initiale, objet de l'article premier du projet de décret, est fixé à 15.000 euros. L'article 2 du projet place le manquement à cette obligation de dotation initiale au rang des

Flux rss

Abonnez-vous au flux rss des actualités

Publications en matière de Marchés publics - 16/10/2014

- Guide des bonnes pratiques en matière de Marchés publics - Ed. Septembre 2014
- Guide pratique de l'achat public innovant - Ed. Juin 2014
- Guide du recensement économique de l'achat public - Ed. Janvier 2014
- Guide achat Habillement - Ed. Août 2014

Suivre les actualités de la DAJ et recevoir l'analyse et la réglementation relative à la commande publique.



Le site du Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts (BOFiP-Impôts) de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP)

- Doctrine et commentaires de la législation fiscale publiés par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP).
- Fils thématiques : <http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/11-PGP>

The screenshot shows the BOFiP-Impôts website interface. At the top, there are logos for the French Republic and the Ministry of Finance and Public Accounts, along with the URL 'Impots.gouv.fr'. The main header reads 'Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts'. Below this, there are two search options: 'Recherche par le plan de classement' and 'Recherche à partir d'une source du droit'. Navigation links include 'ACCUEIL' and 'Flux RSS'. A button says 'Construisez votre actualité éditoriale' and another says 'RETOUR À LA PAGE D'ACCUEIL'. The main content area is titled 'Actualités' and 'Dernières publications'. Below 'Dernières publications', there is a list of tax categories, each with a small icon and a mouse cursor pointing to it:

- Impôt sur le revenu
- Revenus salariaux et assimilés
- Revenus et profits du patrimoine mobilier
- Revenus fonciers et profits du patrimoine immobilier
- Bénéfices agricoles
- Bénéfices non commerciaux
- Bénéfices industriels et commerciaux
- Impôt sur les sociétés
- Taxe sur la valeur ajoutée
- Taxes spéciales sur le chiffre d'affaires
- Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises
- Taxes et participations sur les salaires
- Taxes sur les facteurs de production
- Impôts fonciers
- Impôts sur le patrimoine
- Enregistrement
- Taxe sur les conventions d'assurances et assimilées
- Recouvrement
- Contrôle fiscal
- Contentieux
- Sécurité juridique
- Fiscalité internationale
- Cadastre
- Dispositions juridiques communes



Le site de la Mission d'appui aux partenariats public-privé (maPPP)

- Publication des avis de la maPPP, guides, liste des contrats signés...
- Fils RSS: <http://www.economie.gouv.fr/ppp/rss>



The screenshot shows the homepage of the maPPP website. At the top, there are navigation links: "Aller au menu principal", "Aller au contenu", and "Aller au formulaire de recherche". On the right, there are links for "Salle de Presse", "Flux RSS", and a search bar with "Recherche" and "OK" buttons. Below this, a banner reads "Suivez-nous sur les médias sociaux | Abonnez-vous aux lettres électroniques". The main header features the French Republic logo and the text "Le portail de l'Économie et des Finances". A sidebar on the left lists the "MINISTÈRE DES FINANCES ET DES COMPTES PUBLICS" and the "MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE". The main content area includes a breadcrumb trail "Accueil du portail > PPP > Accueil", a large "maPPP" logo with the text "Mission d'appui aux partenariats public-privé", and a "Contacter la MAPP" link. A navigation bar at the bottom contains buttons for "Accueil", "Missions", "Outils", "Restitutions MAPP", "Réglementation", "Liens utiles", and "English version". The "Dernières publications" section shows a date of "4 novembre 2014". The "Mise à jour des fichiers suivants:" section lists: "Liste projets CP", "Liste des avis signés", "Liste des contrats signés", and "Suivi de quelques PPP internationaux".



Collectivites.gouv.fr : le portail de l'Etat au service des collectivités locales

- Collectivites.gouv.fr est réalisé conjointement par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFiP) et la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL).
- <http://www.collectivites-locales.gouv.fr/rss/toutesactualites>
- Il traite de tout ce qui est relatif :
 - aux institutions locales,
 - aux finances locales
 - à leur compétences
 - à la fonction publique territoriale
 - à la commande publique

collectivites-locales.gouv.fr
Le portail de l'Etat au service des collectivités

Accueil Institutions Finances locales Compétences Commande publique Fonction publique territoriale

Accueil

À LA UNE

Toutes les actualités à la Une

DES FEMMES ET DES HOMMES S'ENGAGENT POUR VOUS REPRÉSENTER. VOTER POUR EUX, C'EST VOTER POUR VOUS !

Examen à l'Assemblée nationale en 2ème lecture du projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral
19 novembre 2014 L'Assemblée nationale a débuté hier l'examen en 2ème lecture du ...

FAQ sur les élections professionnelles du 4 décembre
Le 4 décembre prochain vont se dérouler les élections professionnelles. Les règles de ...

Présentation du projet de loi de finances pour 2015
Michel Sapin, ministre des Finances et des Comptes publics, et Christian Eckert, ...

EN BREF

Nouveautés dans la FAQ "Elections professionnelles" destinées aux employeurs sur les CAP et les CT

Les CAP
@ Dans quelles situations, l'autorité territoriale peut recourir au vote par correspondance ?

Elections professionnelles : organisation de la remontée des résultats

Note d'information NOR : RDFB1425229N du 23 octobre 2014 relative à l'organisation de la remontée des résultats des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires et aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics
Annexes

Fiches thématiques pour la formation et l'information des régisseurs et des ordonnateurs

Trois demi-journées dédiées aux projets de dématérialisation et à la carte d'achats

L'Association des Professionnels Européens de la Carte d'achat et de la procédure dématérialisée (APECA)

Les ministres

Nouveaux maires Cliquez ici

Comptes individuels des collectivités

Communes et groupements OK

Départements OK

Régions OK

Méthodologie des données individuelles

Dotations

CGCT

Dématérialisation

ACTES

Chaîne Comptable et Financière

Marchés publics

Les autorités administratives indépendantes

ACCÈS EXTRANET CIL

FR EN

Nous contacter



Protéger les données personnelles, accompagner l'innovation, préserver les libertés individuelles



Rechercher un article, fiche, démarche...

L'INSTITUTION

VOS DROITS

VOS OBLIGATIONS

LES THÈMES

DOCUMENTATION

Accueil

PACK ASSURANCES

19 novembre 2014
Un nouveau pack de conformité pour le secteur des assurances

FICHES PRATIQUES

Recrutement

Candidats à l'emploi : protégez votre réputation sur le web !

Réseaux sociaux

Les conseils de la CNIL pour mieux maîtriser la publication de photos

Droit à l'oubli

Comment effacer des

Cada
Commission d'accès aux documents administratifs

Accueil | La Cada | L'accès aux documents administratifs

Droit d'accès et droit de réutilisation
La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 reconnaît à toute personne le droit d'obtenir communication des documents détenus dans le cadre de sa mission de service public par une administration, quels que soient leur forme ou leur support.

Le rôle de la Cada
La Commission administrative assure la bonne administration des affaires. Elle est pour les administrations, le rôle de la Cada. Elle rend des avis précontentieux.

Décisions et avis

- Décision 14-D-16 du 18 novembre 2014 relative à des pratiques mises en oeuvre dans le secteur de l'armement des militaires affectés en Martinique
- Avis 14-A-16 du 20 octobre 2014 concernant un projet de décret portant modification du décret modalité d'accès régulier à l'électricité nucléaire historique
- Décision 14-D-15 du 10 octobre 2014 relative à des pratiques mises en oeuvre dans le secteur des ambulances dans le département des Yvelines
- Décision 14-D-13 du 10 octobre 2014 relative à des pratiques alléguées par la commune de...
- Décision 14-D-12 du 10 octobre 2014 relative à des pratiques mises en oeuvre dans le secteur de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés et le GIE SES...
- Avis 14-A-15 du 9 octobre 2014 relatif à un projet de décret relatif à la dispensation de médicaments et des logiciels d'aide à la dispensation pharmaceutique
- Décision 14-D-11 du 2 octobre 2014 relative à...

Procédure

- Lignes directrices révisées du 10 février 2014
- Recommandations pour la soumission de documents
- Document-cadre du 10 février 2014
- Communiqué de procédure du 10 février 2014
- Communiqué du 16 mai 2011 sur la procédure de l'Accès aux documents administratifs
- Communiqué de procédure du 2 mars 2011
- Communiqué de procédure du 2 mars 2011

Communiqués de presse

Avis de la CADA - Internet Explorer permet d'identifier la présence d'un fil RSS qui n'est pas toujours visible

Avis et décisions de l'Autorité de la concurrence - Le site propose une lettre envoyée par mail mais pas de fil RSS. Néanmoins on peut en produire un soit même, par exemple avec Feed43

Les promesses de l'ouverture des données publiques



- Augmentation significative des données juridiques mises en ligne sur le site data.gouv.fr (Etalab)
- Ouverture croissante des données du Parlement
- Rôle de l'association Regards Citoyens

Développement attendus de nouveaux services d'accès au droit

CIRCULAIRES Instructions et circulaires des ministères		DILA	Instruction, Ministère, Circulaire	Licence Ouverte 1.0	Ressources sur Etalab
CNIL Les délibérations CNIL	Décision administrative	Commission nationale de l'informatique et des libertés / DILA	CNIL, Délibération	Licence Ouverte 1.0	Ressources sur Etalab
CONSTIT Les décisions du Conseil constitutionnel	Décision judiciaire	Conseil constitutionnel / DILA	Constitution	Licence Ouverte 1.0	Ressources sur Etalab
JORF Edition "Lois et décrets" du Journal officiel (JORF)	Loi	DILA	Journal Officiel, Legislation, Loi, Decret	Licence Ouverte 1.0	Ressources sur Etalab
KALI Conventions collectives nationales		DILA	Convention collective, Droit du travail	Licence Ouverte 1.0	Ressources sur Etalab
LEGI Codes, lois et règlements consolidés	Loi	DILA	Code, Legislation, Loi, Arrete, Decret, Ordonnance	Licence Ouverte 1.0	Ressources sur Etalab
OIE Base de données des obligations d'information pesant sur les entreprises		Premier ministre		Licence Ouverte 1.0	Ressources sur Etalab

Sommaire

Introduction

1. Le SGMAP

2. Stratégie et dispositif de veille

3. Sources d'informations publiques

4. Perspectives



Perspectives

- Passer d'une veille centralisée à une veille collaborative
- Constituer (en mode collaboratif) une base de connaissance : un outil de type Wiki permettant de constituer des dossiers documentaires numériques

